



**MINISTÈRE  
DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**ambassadeur  
pour le numérique**  
*ambassador  
for digital affairs*

# **Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères**

-----

## **Ambassadeur pour le numérique**

**Rapport d'activité 2019**

## **SOMMAIRE**

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I - Lettre de mission</b>  | <b>1</b>  |
| <b>II - Objectifs de la diplomatie numérique française</b>              | <b>4</b>  |
| <b>III - Actions menées par l’Ambassadeur pour le numérique en 2019</b> | <b>6</b>  |
| <b>IV - Diffusion et promotion des positions françaises</b>             | <b>19</b> |
| <b>V - Soutien à la création d’une filière de diplomates numériques</b> | <b>22</b> |

## **ANNEXES**

|   |           |
|---|-----------|
| <b>I - La diplomatie numérique de la France : missions et domaines d’action</b> | <b>24</b> |
| <b>II - Les missions menées au cours de l’année 2019</b>                        | <b>25</b> |

## I / LETTRE DE MISSION

MINISTÈRE DE L'EUROPE  
ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

—  
*Le Ministre*  
—

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 03.06.19 002166 CM

Monsieur l'ambassadeur,

La révolution numérique a ouvert une nouvelle dimension des relations internationales, au sein de laquelle visions, principes et intérêts s'opposent désormais avec force. La France partage les principes fondateurs du cyberspace en ce qu'ils offrent de nouvelles possibilités de progrès, de développement culturel et de renforcement du débat public, ce que notre pays doit promouvoir et protéger.

Mais le cyberspace peut aussi, malgré ces principes, être utilisé comme un outil de contrôle pour restreindre les libertés, attenter à la vie privée et favoriser la domination économique. Il est également devenu un terrain de développement des nouvelles menaces – criminalité, espionnage, terrorisme, manipulation de l'information, appels à la haine, à la discrimination ou à la violence, ingérences étrangères, etc. – et un domaine de confrontation et de conflits en tant que tel.

Le cyberspace doit donc être protégé en tant que tel, comme un espace libre, neutre et ouvert. Cela implique un engagement constant au service de la paix, de la sécurité, de la stabilité stratégique, de la protection des personnes, des libertés fondamentales et des biens.

Le Président de la République a précisé, lors du Forum pour la gouvernance de l'internet du 12 novembre 2018, le cadre de l'action internationale de la France, dont les bases avaient été jetées par la Stratégie internationale de la France pour le numérique, rendue publique le 15 décembre 2017.

Ambassadeur pour le numérique, vous serez chargé de coordonner l'élaboration des positions de la France sur les questions internationales touchant à cette transformation numérique, puis de les promouvoir auprès de nos partenaires internationaux comme auprès des autres acteurs publics et privés. Dans l'accomplissement de cette tâche, vous accorderez une attention particulière aux quatre enjeux suivants :

### 1- Sécurité internationale du cyberspace :

Parce que le numérique est un enjeu politique, militaire et stratégique, il constitue une dimension essentielle de la politique étrangère de notre pays. C'est pour promouvoir un cyberspace ouvert, sûr, stable, accessible et pacifique, et pour favoriser la paix et la sécurité internationale face à l'émergence des nouvelles menaces que la France entend mener une diplomatie active, en prenant des initiatives.

Monsieur Henri VERDIER  
Ambassadeur pour le numérique

.../...

Suivant les lignes de force de l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace, lancé le 12 novembre 2018, vous porterez les positions de la France en faveur :

- a) de l'approfondissement de notre dialogue bilatéral et multilatéral en matière de cybersécurité, avec les États, les organisations internationales, les institutions de l'Union européenne, les acteurs du secteur privé - dont la France souhaite accroître l'engagement et la responsabilisation -, ainsi que les acteurs de la société civile ;
- b) du renforcement et du respect du cadre international juridique nécessaire à la préservation de la paix et de la sécurité internationale dans le cyberspace, en tenant pleinement compte de notre stratégie de défense et de sécurité nationale. En effet, le droit international public constitue, avec les normes volontaires de comportement responsable des États, ainsi qu'avec les mesures de confiance et de renforcement de la sécurité, notamment celles élaborées dans le cadre des Nations unies, le fondement de la paix et de la sécurité internationales et la condition de la stabilité stratégique dans le cyberspace ;
- c) de la mobilisation européenne et internationale sur les enjeux de coopération opérationnelle et de lutte contre :
  - l'utilisation d'internet à des fins terroristes (propagande, recrutement, financement...), en particulier par le retrait rapide des messages à caractère terroriste ;
  - la cybercriminalité ;
  - les appels à la haine, à la discrimination et à la violence sur internet ;
  - les manipulations de l'information, notamment par des puissances étrangères.

Vous animerez, selon la ligne tracée par le Gouvernement, notamment le ministre chargé du numérique, un dialogue stratégique avec le secteur privé, y compris les grands acteurs internationaux d'internet, afin d'améliorer sa coopération sur les sujets numériques.

## 2- Gouvernance et régulation :

La France soutient que la gouvernance de l'internet et des réseaux doit être assurée au niveau multilatéral grâce à la collaboration entre de multiples acteurs : États, secteur privé et société civile. Or cette gouvernance est aujourd'hui partagée entre de nombreuses institutions (ICANN, FGI, UIT, UNESCO, OCDE). Assurer sa cohérence nécessite donc une coordination étroite. Dans ce contexte, vous veillerez à renforcer la contribution de la France dans les domaines suivants :

- la gouvernance des réseaux (ICANN, présence française et francophone dans les organismes de normalisation) ;
- la gouvernance de l'internet, au sein des organisations, aussi bien multilatérales que multi-acteurs, impliquées dans ses enjeux, notamment les travaux organisés par le Forum de la gouvernance de l'internet ;
- la défense de la neutralité du net et la promotion de standards ouverts et interopérables.

Les enjeux liés à la régulation du secteur étant primordiaux, vous soutiendrez les positions françaises :

- sur l'instauration d'un consensus européen et international sur les nouveaux besoins de régulation des grandes plateformes numériques ;
- sur l'émergence d'une fiscalité internationale du numérique, respectueuse des nouvelles stratégies de création de valeur ;
- sur la protection de la propriété intellectuelle au sein du secteur numérique et, plus généralement, la défense de la souveraineté économique et démocratique de notre pays ;
- en matière de négociations commerciales.

.../...

3- Promotion des droits humains, des valeurs démocratiques et de l'utilisation de la langue française sur internet :

La France mène une diplomatie active en faveur de la défense et de la promotion des droits humains et des valeurs démocratiques. Vous veillerez à la traduction de cette politique dans le domaine numérique.

A ce titre, vous serez en charge de la coopération internationale en matière d'ouverture des données et de gouvernement ouvert. Vous serez particulièrement attentif, dans l'ensemble des enceintes où vous représenterez notre pays, à la promotion d'un modèle européen de protection des données personnelles (et en particulier du RGPD) et des avancées françaises (loi relative à la lutte contre les manipulations de l'information), en particulier vers les pays francophones.

Vous veillerez à ce que les réflexions internationales sur le numérique respectent l'engagement de la France au service du développement durable, de la promotion de la diversité et du pluralisme.

Vous soutiendrez en particulier l'établissement d'une capacité internationale de réflexion sur l'éthique du recours à l'intelligence artificielle (IA) et vous vous associerez aux réflexions sur l'emploi de l'IA en matière de défense et de sécurité nationale et aux enjeux de régulation qui s'y appliquent.

Par ailleurs, vous serez vigilant quant à la place et à la défense de la langue française sur internet. L'accessibilité des contenus en français sur internet sera à cet égard un enjeu important.

4- Diplomatie économique :

Vous contribuerez à l'attractivité internationale de l'écosystème français d'innovation numérique, en lien avec l'ensemble des acteurs compétents, et à soutenir la présence des entreprises françaises du secteur à l'export.

\*\*\*

Pour mener à bien votre mission, vous bénéficierez de l'appui de l'ensemble des services compétents du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. En ce qui concerne les autres administrations compétentes, je vous demande d'agir en étroite concertation avec, en particulier, le secrétariat général pour les affaires européennes, le secrétariat général pour la défense et la sécurité nationale, l'ANSSI ainsi que la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication et les ministères de la justice, des armées, de l'économie et des finances, de la culture et de l'intérieur.

Vous contribuerez à l'évolution de nos pratiques diplomatiques pour que la France reste un modèle d'innovation et d'excellence. Je souhaite à cet égard que vous apportiez votre expertise et votre conseil pour la meilleure structuration du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et la cohérence de sa stratégie technologique en matière numérique.

En vous souhaitant pleine réussite dans l'exercice de votre mission, je vous prie de croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

*M Le Drian*

Jean-Yves LE DRIAN

## II/ OBJECTIFS DE LA DIPLOMATIE NUMERIQUE FRANÇAISE

Le besoin d'une diplomatie numérique s'est imposé progressivement en réponse à trois évolutions :

- la manière croissante dont le numérique détermine la sécurité, la souveraineté et la prospérité des nations ;
- le rôle croissant d'acteurs transnationaux et des technologies ouvertes dans ce mouvement ;
- et les réaction des Etats, individuelles ou organisées, soit pour utiliser ces évolutions à leurs profits soit pour les réguler, qui peuvent en venir à menacer les apports de cette révolution numérique mais aussi impacter le droit international, les droits humains ou les relations internationales.

La Révolution numérique a apporté de nouvelles ressources de partage d'information, d'accès à l'éducation et à la culture, d'innovation et de croissance, d'amélioration du service public tout comme de nouvelles formes d'interactions sociales. Mais elle a entraîné par la même occasion de nouveaux risques d'hégémonie technologique, économique et culturelle, le défi de l'accroissement des inégalités numériques, la multiplication de nouvelles formes de conflictualité avec l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles menaces.

L'accès à certaines ressources numériques, matérielles, immatérielles ou cognitives, devient essentiel à la prospérité et appelle à de nouveaux principes de gouvernance. Les Etats doivent garantir la sécurité, la liberté et la solidarité dans des contextes nouveaux, plus ouverts aux menaces internationales et structurés par des infrastructures et des entreprises transnationales. Par ailleurs, le cyberspace est de facto devenu un espace d'affrontement entre Etats.

La France souhaite continuer à promouvoir ses valeurs et notamment les Droits de l'Homme dans ce nouveau contexte. Pour ce faire, elle soutient les principes d'ouverture, de collaboration, de liberté qui ont fondé la révolution Internet, qui ont créé de nouvelles possibilités de progrès, de développement culturel, de promotion des libertés, d'égal accès au savoir et à la culture, d'ouverture et de collaboration. Et pour cela, elle doit également prendre en compte de nombreuses menaces : terrorisme, criminalité, comportement des Etats, violence ordinaire, effets négatifs de certains modèles économiques, entraves à la concurrence ou même, parfois, l'innovation non réfléchie et non régulée.

Dans la lignée de la stratégie internationale de la France pour le numérique, rendue publique le 15 décembre 2017 par le ministre Jean-Yves Le Drian, la diplomatie numérique de la France s'articule autour de cinq enjeux :

- 1. Promouvoir et encadrer le développement des innovations et la maîtrise des technologies de rupture**, notamment de l'Intelligence Artificielle ;
- 2. Garantir la sécurité et la stabilité internationale de l'espace numérique ;**
- 3. Promouvoir les droits humains, les valeurs démocratiques et la langue française dans le monde numérique ;**
- 4. Renforcer l'influence et l'attractivité des acteurs français du numérique ;**
- 5. Contribuer à la gouvernance de l'Internet**, en renforçant son caractère ouvert et diversifié, tout en soutenant la confiance dans son utilisation.

Ces cinq enjeux constituent, ainsi, le périmètre d'action de l'Ambassadeur pour le numérique, tel que défini dans sa lettre de mission interministérielle adressée par le Ministre.

A la suite de David Martinon, Henri Verdier a pris ses fonctions le 15 décembre 2018, accompagné d'une équipe interministérielle composée de trois agents et des ressources disponibles de l'ensemble des directions du Ministère.

L'Ambassadeur pour le numérique est chargé de coordonner l'élaboration des positions de la France sur les questions internationales touchant à la transformation numérique, puis de les soutenir auprès de nos partenaires internationaux, et des acteurs publics et privés. En contact permanent avec l'ensemble des services concernés du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, les ambassades et représentations permanentes de la France à l'étranger, il agit en étroite concertation avec les autres administrations compétentes, notamment : le secrétaire d'État chargé du Numérique, le secrétariat général pour les Affaires européennes ainsi que la Direction de l'Union européenne du Ministère, le secrétariat général pour la Défense et la Sécurité nationale, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information ainsi que la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication, les ministères de la Justice, des Armées, de l'Économie et des Finances, de la Culture et de l'Intérieur.



### III/ ACTIONS MENEES PAR L'AMBASSADEUR POUR LE NUMERIQUE EN 2019

En 2019 l'Ambassadeur pour le numérique a effectué 35 missions à l'étranger, participé à 36 conférences, et s'est rendu dans plus de 20 pays.

Cette note détaille les grandes actions menées par l'Ambassadeur pour chacun des axes définis dans sa lettre de mission.

#### 1. PROMOUVOIR ET ENCADRER LE DEVELOPPEMENT DES INNOVATIONS ET LA MAITRISE DES TECHNOLOGIES DE RUPTURE, NOTAMMENT DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'année 2019 a été marquée par plusieurs actions de l'Ambassadeur, qui sur les sujets cyber, travaille en étroite collaboration avec la Direction affaires stratégiques, sécurité et désarmement (ASD), et plus particulièrement avec la sous-direction des affaires stratégiques et de la cybersécurité :

- **Conduite, avec ses partenaires, les négociations internationales visant à affirmer la place de la France dans le développement et la régulation des technologies de rupture, notamment de l'Intelligence Artificielle.**
- **Soutien à l'établissement d'une capacité internationale de réflexion sur l'éthique de l'intelligence artificielle, les réflexions sur son emploi et les enjeux de régulation qui s'y appliquent ;**
  - o Le *Global Partnership on AI* (GPAI) ou Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA), initié en 2018 par la France et le Canada, constitue une initiative phare en la matière, à laquelle l'Ambassadeur pour le numérique est associé. Lancé officiellement en octobre 2019, lors du Forum on *AI for Humanity*, il est dédié principalement aux questions éthiques soulevées par l'intelligence artificielle et ouvert à tous les pays ;
  - o L'Ambassadeur conduit les réflexions du ministère aux travaux du Comité *ad hoc* sur l'intelligence artificielle (CAHAI) créé par le Conseil de l'Europe.

| Actions menées pour approfondir notre dialogue bilatéral et multilatéral en matière de cybersécurité |  |            |                     |
|--|--|------------|---------------------|
| Sujet  | Action   | Lieu       | Date                |
| Gouvernance de l'intelligence artificielle   | Participation à la table ronde : <i>Global Governance of AI</i>              | Dubaï      | 9-19 février 2019   |
|  | Discours d'introduction de l'évènement <i>France is AI</i>                   | Paris      | 23 octobre 2019     |
|  | Conduite de travaux au Comité sur l'Intelligence Artificielle (CAHAI)        | Strasbourg | 18-20 novembre 2019 |
| Ethique et Intelligence Artificielle   | Participation à la table ronde : « Jusqu'où faut-il laisser décider l'IA ? » | Paris      | 19 juin 2019        |

|  |  |       |                    |
|--|--|-------|--------------------|
|  | Intervention lors de la présentation de l'état d'avancement du G2IA                                | Paris | 11 juillet 2019    |
|  | Suivi des négociations du GPAI pendant le G7 jusqu'au lancement au Forum <i>on AI for Humanity</i> | Paris | 28-30 octobre 2019 |

- **Traduction de la vision française de l'inclusion et du respect des valeurs démocratiques dans le domaine de l'intelligence artificielle.**

## **2. RENFORCER LA SECURITE ET LA STABILITE INTERNATIONALE DU CYBERESPACE**

De nouvelles pratiques destructrices se développent dans l'espace numérique : espionnage à visée politique ou économique, attaques contre les infrastructures critiques (transport, énergie, communication...) à des fins de sabotage, utilisations criminelles d'internet (cybercriminalité), y compris à des fins terroristes, propagation de fausses informations ou manipulations à grande échelle, etc.

C'est pour promouvoir un cyberspace ouvert, sûr, stable, accessible et pacifique et pour favoriser la paix et la sécurité internationale face à l'émergence des nouvelles menaces que la France entend mener une diplomatie active.

La France décline son action au niveau national, mais aussi européen et international. Etat membre de l'Union européenne, moteur sur le sujet, elle encourage une action européenne dans une logique de subsidiarité, de complémentarité et de respect des compétences des Etats en matière de sécurité nationale. Son plaidoyer comprend également la recherche d'une coopération renforcée entre les Etats membres sur ces sujets pour mieux les appréhender et défendre nos intérêts communs.

Sur le plan opérationnel, il s'agit d'atteindre le plus haut niveau possible d'autonomie stratégique dans trois dimensions distinctes : technologique, règlementaire et capacitaire. L'année écoulée a permis à l'Ambassadeur pour le numérique de :

- (i) **Approfondir notre dialogue bilatéral et multilatéral en matière de cybersécurité :**
- **Participation aux mécanismes interministériels de gestion des crises cyber (C4)**, mécanisme d'analyse de la menace, de préparation et de coordination, qui regroupe l'ensemble des acteurs concernés afin d'assurer l'échange des informations et analyses relatives aux attaques informatiques et de faciliter la préparation des options de réponse de l'Etat, tant sur les aspects techniques que diplomatiques ou judiciaires.
  - **Participation aux travaux de l'Union européenne en matière de cybersécurité, notamment dans le cadre de sa « Cyber Diplomacy Toolbox » lancée en octobre 2017**, qui établit les mesures à mettre en place en cas de cyberattaques par les Etats membres.
  - **Conduite de cinq dialogues stratégiques bilatéraux de cybersécurité avec, respectivement :** le Royaume-Uni, l'Inde, Israël, le Japon, et la Russie. Ces dialogues ont permis de renforcer notre coopération au niveau technique avec nos partenaires et de diffuser la doctrine française en matière de cybersécurité.

- **Participation conjointe, avec l'ANSSI, à des coopérations bilatérales avec certains partenaires étrangers** qui ont permis de partager expériences et bonnes pratiques sur des sujets techniques (méthodes d'analyse des menaces, certifications informatiques, résolutions d'incidents, protection des infrastructures critiques ou sécurisation de grands événements).
- **Travail au renforcement du dialogue avec les acteurs du secteur privé et de la société civile en matière de cybersécurité.** A ce titre, l'Ambassadeur a :
  - o rencontré de nombreux responsables d'entreprises françaises, européennes et non-européennes ;
  - o participé au Forum International de la Cybersécurité (FIC), événement européen majeur en matière de cybersécurité qui a rassemblé plus de 10 000 participants provenant de près de 80 pays ;
  - o participé aux *cyber-weeks* en Israël et Singapour afin d'échanger avec des experts en cybersécurité, des industriels, des startups, universitaires, diplomates, et représentants gouvernementaux du monde entier.

| Actions menées pour approfondir notre dialogue bilatéral et multilatéral en matière de cybersécurité |   |                  |                               |
|--|---|------------------|-------------------------------|
| Sujet  | Action  | Lieu             | Date                          |
| Négociations bilatérales / dialogues stratégiques  | Réunion <i>High Level Group</i>                           | Londres          | 17 janvier 2019               |
|  | Participation au <i>European Cyber Diplomacy Dialogue</i> | Florence         | 27-29 janvier 2019            |
|  | Réunion <i>like-minded</i>                                | Ottawa           | 17-22 février 2019            |
|  | Réunion PSC/COPS  | Bruxelles        | 20 mai 2019                   |
|  | Dialogue stratégique cyber avec l'Inde                    | Paris            | 20 juin 2019                  |
|  | <i>Israel Cyber week</i>                                  | Tel Aviv         | 24-27 juin 2019               |
|  | Dialogue stratégique cyber avec Israël                    | Tel Aviv         | 27 juin 2019                  |
|  | Dialogue stratégique cyber avec le Japon                  | Rennes           | 12 juillet 2019               |
|  | <i>Singapore Cyber week</i>                               | Singapour        | 29 septembre - 3 octobre 2019 |
|  | Dialogue stratégique cyber avec le Royaume-Uni            | Londres          | 14 octobre 2019               |
| Dialogue stratégique cyber avec la Russie  | Moscou  | 15 novembre 2019 |                               |
| Présentation de l'approche française cyber   | Forum International de la Cybersécurité                   | Lille            | 22, 23 janvier 2019           |
|  | Audition, mission innovation et défense, Sénat            | Paris            | 9 avril 2019                  |

- (ii) **Contribuer au renforcement du cadre international juridique nécessaire à la préservation de la paix et de la sécurité internationale dans le cyberspace :**
- **Représentation de la France au sein des grandes instances internationales et au cours des négociations :**
    - **A l'ONU**, où différents groupes d'experts gouvernementaux se réunissent depuis 2004 pour traiter des questions et produire des recommandations liées à la sécurité du cyberspace, **l'Ambassadeur pour le numérique a conduit les délégations françaises au sein de ces groupes dédiés** : l'*Open ended Working Group* (OEWG), le *Group of Governmental Experts* (GGE), ainsi que le *High Level Panel cybersecurity working group*. Ce faisant, il s'est inscrit dans la lignée de la **contribution**<sup>1</sup> adressée en mai 2019 par **la France à l'ONU**, présentant les bases de sa position sur les enjeux globaux de cybersécurité ;
    - **Il a promu la vision française à l'OSCE**, enceinte régionale de référence pour la définition et la mise en œuvre des mesures de confiance appliquées au cyberspace, se basant sur la volonté d'une plus grande transparence, coopération, et confiance entre les pays membres de l'organisation. Il a à ce titre participé à une réunion de l'OSCE en juin 2019 à Bratislava.
  - **Dans le cadre de la présidence française du G7, l'Ambassadeur a soutenu l'Initiative portant sur les normes applicables au cyberspace (*Cyber Norms Initiative*)** lancée par les ministres des Affaires étrangères du G7 le 6 avril 2019. **Promotion de l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace**<sup>2</sup> notamment au FIC et au Forum de Paris sur la Paix ainsi qu'à travers le lancement et la gestion d'une plateforme d'échange entre soutiens de l'Appel de Paris.
  - **Appui aux efforts de transparence sur les doctrines françaises en matière de lutte informatique menés par les administrations**, notamment effectués par le Ministère des Armées.

| Actions menées pour renforcer le cadre international juridique nécessaire à la préservation de la paix et de la sécurité internationale dans l'espace numérique |   |            |                      |
|---|---|------------|----------------------|
| Sujet   | Action  | Lieu       | Date                 |
| Négociations internationales  | <i>High Level Group</i>   | Londres    | 17 janvier 2019      |
|   | Réunion OSCE  | Bratislava | 17-18 juin 2019      |
|   | Participation aux négociations de l' <i>Open-Ended Working Group</i> (OEWG) on ICT – UN | New York   | 8-13 septembre 2019  |
|   | Participation à l'Assemblée Générale de l'ONU   | New York   | 22-25 septembre 2019 |

<sup>1</sup>[https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/190513 - reponse de la france aux resolutions 73-27 et 73-266\\_fr\\_cle893713.pdf](https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/190513_-_reponse_de_la_france_aux_resolutions_73-27_et_73-266_fr_cle893713.pdf)

<sup>2</sup><https://pariscall.international/>

Aujourd'hui soutenu par 78 États, 634 entreprises et associations professionnelles, 343 organisations de la société civile et 29 autorités publiques ou collectivités locales

|                       |  |          |                    |
|-----------------------|--|----------|--------------------|
|                       | Participation aux négociations du <i>Group of Governmental Experts</i> (GGE)     | New York | 8-13 décembre 2019 |
| <b>Appel de Paris</b> | Organisation de l'anniversaire de l'Appel de Paris au Forum de Paris sur la Paix | Paris    | 12 novembre 2019   |

**(iii) Renforcer la mobilisation nationale, européenne et internationale sur les enjeux de lutte contre les contenus illicites et les manipulations de l'information :**

- **Conduite des négociations avec nos partenaires internationaux et les entreprises de l'Internet pour le lancement de l'Appel de Christchurch sur la lutte contre les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne<sup>3</sup> le 15 mai 2019.** Ce texte engage les entreprises de l'internet, les gouvernements et des représentants de la société civile à collaborer activement pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne. Il fait suite aux tragiques attentats perpétrés contre une mosquée en Nouvelle-Zélande le 15 mars 2019, dont la vidéo avait été diffusée en direct sur un réseau social puis relayée de manière massive sur internet. L'Appel est aujourd'hui soutenu par 48 Etats, la Commission européenne, l'UNESCO et le Conseil de l'Europe.
- **Suivi des engagements pris par les entreprises et les Etats lors de l'Appel de Christchurch.** Ce travail a notamment permis d'obtenir des premiers résultats significatifs dont (i) la réforme de la structure et de la gouvernance du *Global Internet Forum to Counter Terrorism* (GIFCT) dans le sens d'une plus grande indépendance vis-à-vis des entreprises fondatrices du forum (Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube) ; (ii) le lancement de groupes de travail au sein du GIFCT réformé ; (iii) la mise en place, en lien avec les travaux menés par Europol et la Commission Européenne, d'un protocole partagé de gestion de crise commun aux Etats et aux entreprises, permettant de répondre le plus efficacement en cas d'attaque terroriste.
- **Maintien d'un dialogue franc avec les plateformes du numérique, au travers :**
  - **la mission dans la Silicon Valley menée conjointement avec ses homologues allemands, britanniques et de la Commission européenne. ;**
  - **la conduite de différents échanges structurants avec les entreprises du numérique.** Les outils développés par son équipe ont permis d'entretenir un contact fréquent avec ces acteurs et, de surcroît, de bénéficier d'une légitimité et d'un accès privilégié sur ces sujets (notamment vis-à-vis de la bibliothèque publicitaire de Facebook ou du Centre de transparence publicitaire de Twitter).
- **Renforcement des outils de détection des campagnes de manipulation de l'information étrangères dont dispose la France.** Pour ce faire, l'Ambassadeur a constitué une équipe spécifiquement dédiée à la lutte contre la désinformation et la manipulation d'informations en ligne. Les outils<sup>4</sup> développés par l'équipe de l'Ambassadeur pour prévenir, détecter, répondre et sensibiliser aux campagnes de désinformation sont en accès libre, entièrement ouverts et collaboratifs. Ils reposent sur une implication plus grande des acteurs engagés dans la lutte contre la désinformation, mais également et surtout de la société civile :

<sup>3</sup> <https://www.appeldechristchurch.com/>

<sup>4</sup> <https://disinfo.quaidorsay.fr/fr>

- Une **encyclopédie collaborative**<sup>5</sup> qui documente les meilleures pratiques, outils et acteurs permettant à toutes les personnes qui luttent contre les manipulations de l'information d'améliorer et de partager leurs connaissances ;
  - Une **interface de classification**<sup>6</sup> des publicités politiques sponsorisées par Facebook, qui fonctionne sur un principe de *crowdsourcing* ;
  - Un **logiciel autonome de détection de bots**<sup>7</sup> qui identifie des comptes Twitter potentiellement inauthentiques ;
  - Enfin, un **chat collaboratif**<sup>8</sup> qui permet de détecter, qualifier et réagir à des campagnes de désinformation en temps réel et de manière synchrone.
- **Organisation** les 27 et 28 juin 2019, d'une « non-conférence » sur le thème de la lutte contre la désinformation réunissant représentants d'entreprises et de la société civile européenne. Depuis, les participants demeurent très actifs et se réunissent régulièrement afin d'aborder ces sujets. Cela constitue un réseau d'influence important et permet mobiliser la société civile internationale sur ces questions.
- **Participation aux réflexions** menées au sein des différentes instances européennes et internationales :
- Avec le **Service européen de l'action extérieure (SEAE)** et notamment son département **EU StratCom Task Force** pour le suivi du **Système d'Alerte Rapide (RAS)**. Deux points de contacts officiels existent pour la France, dont l'Ambassadeur. De nombreux échanges avec le SEAE permettent de travailler conjointement et intelligemment sur ces sujets ;
  - Avec le **Groupe de Menaces Hybrides** (*The European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats - Hybrid CoE*);
  - Avec le mécanisme de Réponse Rapide proposé par le Canada dans le cadre de sa présidence du G7.

| Actions menées pour renforcer la mobilisation nationale, européenne et internationale sur les enjeux de lutte contre les contenus illicites et les manipulations de l'information |  |               |                   |
|---|--|---------------|-------------------|
| Sujet   | Action(s)/Evènement(s)   | Lieu          | Date              |
| <b>Lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins terroristes</b>   | Dialogue avec les grandes plateformes (Facebook, Twitter, Microsoft, Dropbox, Internet Archive, Google, Wordpress, ...) lors de la mission à San Francisco | San Francisco | 11- 18 avril 2019 |

<sup>5</sup> <https://disinfo.quaidorsay.fr/encyclopedia>

<sup>6</sup> <https://disinfo.quaidorsay.fr/political-ads/>

<sup>7</sup> <http://sismo.quaidorsay.fr/>

<sup>8</sup> <https://disinfo.quaidorsay.fr/collaborate/login>

|   |  |                        |                     |
|---|--|------------------------|---------------------|
|   | <p>Appel de Christchurch :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Prise en charge du secrétariat en lien avec la Nouvelle-Zélande</li> <li>○ Conception des étapes post Christchurch Call (AGNU) ;</li> <li>○ Promotion et recherche de soutiens ;</li> <li>○ Revue des dispositifs de lutte contre les manipulations d'information dans le cadre des élections européennes</li> </ul> | En continu sur l'année |                     |
|   | Protocole de crise : <i>Workshop on Government Guidelines / Principles for a Crisis Response Protocol</i>  | Paris                  | 9 juillet 2019      |
|   | Participation au forum annuel du GIFCT ( <i>Global Internet Forum to Counter Terrorism</i> )   | San Francisco          | 22 – 25 juillet     |
|   | Participation à la réunion relative à la réforme du GIFCT.   | Seattle                | 13 - 15 août 2019   |
|   | Participation à l'atelier OCDE sur la transparence dans la lutte contre les contenus terroristes en ligne  | Boston                 | 6-7 novembre 2019   |
|   | Participation à l'atelier de travail sur le protocole de gestion de crise  | Wellington             | 3 – 5 décembre 2019 |
| <b>Lutte contre l'utilisation d'Internet à des fins de cybercriminalité</b> | Charte G7 pour un Internet ouvert, libre et sûr  | Paris                  | 14 juin 2019        |
| <b>Lutte contre les appels à la haine en ligne</b>                          | Dialogue mené avec des acteurs clés de la société civile californienne lors de la mission à San Francisco  | San Francisco          | 11- 18 avril 2019   |
| <b>Lutte contre les manipulations de l'information en ligne</b>             | Participation à l' <i>European Network on elections à Bruxelles</i>  | Bruxelles              | 4 avril 2019        |
|   | Audition : lutte contre la manipulation de l'information   | Paris                  | 29 avril 2019       |
|   | Dialogue avec des acteurs clés de la société civile californienne lors de la mission à San Francisco   | San Francisco          | 11- 18 avril 2019   |
|   | Création de quatre outils en source ouvert pour la détection de campagne de lutte contre la désinformation   | En continu sur l'année |                     |
|   | Lancement du Partenariat information et démocratie   | Paris                  | 12 juin 2019        |

|  |                                       |       |                  |
|--|---------------------------------------|-------|------------------|
|  | Organisation d'une « non-conférence » | Paris | 27, 28 juin 2019 |
|--|---------------------------------------|-------|------------------|

### **3. PROMOUVOIR LES DROITS HUMAINS, LES VALEURS DEMOCRATIQUES ET L'UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE NUMÉRIQUE.**

La France mène une diplomatie active en faveur de la défense, de la promotion des droits humains et des valeurs démocratiques. **En 2019, l'Ambassadeur pour le numérique a veillé à la traduction de cette politique dans le domaine numérique.**

- (i) **Promouvoir le modèle français d'ouverture des données publiques sur la scène internationale et notamment auprès de nos homologues européens et internationaux.** Pour ce faire, et plus particulièrement dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement ouvert PGO, la coordination entre l'Ambassadeur et la direction du développement et des biens publics mondiaux (DDD) a été cruciale.
- (ii) **Défendre la vision européenne en matière de protection des données personnelles lors de déplacements à l'étranger.**

| Actions menées pour promouvoir le modèle français d'ouverture des données publiques et défendre la vision européenne en matière de protection des données personnelles |  |                            |                      |
|--|--|----------------------------|----------------------|
| Sujet  | Action   | Lieu                       | Date                 |
| <b>Gouvernement ouvert</b>   | Publication d'une tribune dans la revue du PGO   | Publication le 29 mai 2019 |                      |
|  | Participation à la réunion sur le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO)                      | Ottawa, Canada             | 28 - 30 mai 2019     |
| <b>Protection des données personnelles</b><br><br><b>Protection des données personnelles</b>   | Défense d'une diplomatie du RGPD   | En continu sur l'année     |                      |
|  | Proposition d'assistance aux pays voulant rédiger leur législation de protection des données privées | En continu sur l'année     |                      |
|  | Feuille de route France-Singapour  | 22 – 24 mai 2019           |                      |
|  | Présentation de l'état d'avancement du G2IA  | Paris, France              | 11 juillet 2019      |
|  | GPAI   | Paris, France              | 27 - 29 octobre 2019 |
| <b>Langue française</b>  | Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)   | Genève, Suisse             | 28 mars 2019         |

- (iii) **Promouvoir l'utilisation de la langue française dans le monde numérique.**

L'Ambassadeur a également veillé dans son activité à la promotion de la défense de la langue française, de la démocratie et de la liberté d'expression. Soutien aux initiatives portées par Reporters sans frontières (RSF) visant à « apporter des garanties pour la liberté d'opinion et d'expression dans l'espace global de l'information et de la communication »<sup>9</sup> à travers le Partenariat international pour la démocratie et le Forum sur l'information et la démocratie.

#### **4. CONTRIBUER A L'ATTRACTIVITE INTERNATIONALE DE L'ECOSYSTEME FRANÇAIS D'INNOVATION NUMERIQUE, EN PARTICULIER DE LA FRENCH TECH.**

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères participe à la promotion des intérêts économiques de la France. Pour cela, il s'appuie sur son réseau diplomatique international et sur des organisations ou initiatives comme l'opérateur Business France, sous sa cotutelle, ou la « French Tech », dont il est membre-fondateur. L'objectif premier de cette diplomatie économique est de soutenir les entreprises françaises à l'exportation ainsi que l'attractivité de la France vis-à-vis des investissements étrangers. Pour ce faire, le ministère s'assure de la concordance de nos intérêts économiques avec les cadres réglementaires et normatifs européens et internationaux.

Tout au long de l'année 2019, l'Ambassadeur s'est attelé à la défense des intérêts économiques français, en lien avec la direction de la Diplomatie économique (DE) :

##### **(i) Contribuer à la diplomatie économique de la France :**

L'Ambassadeur pour le numérique s'est investi dans la défense des intérêts économiques français, dès que les sujets étaient directement ou indirectement rattachés au numérique et l'innovation dans ses déplacements et interventions. Pour ce faire, il rencontré de nombreuses startups et scaleups, analysé leurs produits et solutions au regard des contraintes globales dont il a connaissance et mis en avant des solutions numériques françaises.

##### **(ii) Demeurer attentif à toute initiative visant à renforcer l'attractivité internationale de l'écosystème français d'innovation numérique, notamment dans le cadre de ses déplacements à l'international (rencontre avec le réseau French Tech). Il s'agira en 2020 de porter des efforts supplémentaires sur ce point.**

Par ailleurs, **la diplomatie numérique européenne** (souveraineté, défense des libertés, gouvernance d'Internet, régulation des réseaux sociaux ou du développement de l'IA, diplomatie économique) **demeure disséminée** et cette fragmentation concourt à la faiblesse de nos positions communes. Dans ce sens, **l'Ambassadeur pour le numérique a conduit, au cours de l'année 2019 et avec ses homologues européens, la création du réseau d'ambassadeurs européens pour le numérique** afin de :

- Créer et fédérer un réseau d'acteurs pour définir et porter la voix de la France et de l'Union européenne sur la scène internationale ;

<sup>9</sup> <https://rsf.org/fr/information-et-democratie-0>

- Structurer et coordonner davantage les positions européennes sur les sujets de diplomatie numérique relatifs à la gouvernance de l'Internet, les droits fondamentaux et les données personnelles ;
- Profiter du *momentum* européen pour positionner la France en tant que puissance leader sur les sujets numériques.

| Actions menées pour contribuer à la diplomatie économique de la France et renforcer l'attractivité internationale de l'écosystème français d'innovation numérique |   |        |                   |
|---|---|--------|-------------------|
| Sujet   | Action  | Lieu   | Date              |
| Diplomatie économique   | Participation à la réunion Sherpa G7/ G20   | Lyon   | 4 février 2019    |
|   | Conférence sur l'intelligence artificielle, UNESCO  | Paris  | 4 mars 2019       |
|   | Participation à la première réunion des sous-sherpas du G7  | Paris  | 25-26 mars 2019   |
|   | Participation à la table ronde, « le rôle des femmes pour une intelligence artificielle inclusive » | Paris  | 23 avril 2019     |
|   | Participation à la réunion informelle des ministres du numérique du G7                              | Paris  | 15 mai 2019       |
|   | Participation au G20  | Japon  | 7-10 juin 2019    |
|   | Participation à la 3 <sup>ème</sup> réunion des sherpas G7  | Paris  | 14 juin 2019      |
|   | Conférence "Digital (and) Diplomacy : How to deal with digital aspects of foreign policy"           | Genève | 18 septembre 2019 |
|   | Lancement du réseau des ambassadeurs européens pour le numérique                                    | Paris  | 12 novembre 2019  |

## 5. GOVERNANCE DE L'INTERNET ET REGULATION

La gouvernance de l'internet implique une multitude d'acteurs (gouvernements, organisations internationales, entreprises, comités techniques...) et cette approche multipartite est inhérente à la structuration de l'Internet elle-même complexe, se constituant en réseaux. Pour faire face à ces défis, la France soutient une approche multilatérale pour appréhender la gouvernance de l'internet et renforcer la collaboration et la coordination entre les acteurs concernés.

(i) **Renforcer les contributions françaises dans les différents domaines que sont la gouvernance des réseaux, de l'Internet, la défense de la neutralité du net et la promotion de standards ouverts et interopérables :**

- **Participation**, en lien avec les différents postes et directions concernées (DGM, DGP/NUOI), **à la conduite des négociations internationales par la France.**
- **Chef de délégation pour les travaux de dimension gouvernementale de l'ICANN** (*Internet Corporation for Assigned Names and Numbers*) dont la mission consiste à

« contribuer à assurer un Internet mondial stable, sûr et unifié ». Cet organisme est responsable des infrastructures essentielles des réseaux que sont la gestion et la « régulation » de l'adressage IP et des noms de domaines. En 2019, l'Ambassadeur a notamment participé à deux forums de l'ICANN :

- **Le 64<sup>ème</sup> forum de l'ICANN** qui a eu lieu en mars 2019, à Kobe, au Japon ;
  - **Le 66ème forum de l'ICANN** qui a eu lieu à Montréal, en novembre 2019.
- **Garantie de la présence française, francophone et francophile dans les organismes de normalisation :**
- L'Ambassadeur pour le numérique a participé à la **conférence internationale RightsCon** organisée par Acces Now, à Tunis, en juin 2019. Evènement majeur organisé « par et pour » la société civile, il a rassemblé près de 3 000 participants venant de 122 pays et plus de 750 organisations. Cette édition a notamment permis (i) de construire et diffuser une déclaration officielle appelant les Etats à protéger les droits humains dans le domaine numérique, (ii) de lancer une campagne plaidant pour un Internet ouvert et gratuit et (iii) une campagne condamnant la coupure d'internet au Soudan. A l'issue de l'évènement, Access Now a également publié un rapport appelant Facebook à prendre des mesures contre les discours de haine ciblant les groupes marginalisés en Inde.
- **Contributions de la France à la gouvernance de l'Internet** au sein des organisations compétentes, notamment au travers des échanges et travaux sous l'égide du **Forum de la gouvernance de l'internet, appelé à prendre une dimension supplémentaire dans les prochaines années.**
- **Défense de la position française en faveur de la neutralité du net et promotion de l'adoption de standards ouverts et interopérables :**
- A titre d'exemple, l'Ambassadeur a suivi et suit encore l'Appel de Paris, qui met en valeur des initiatives visant à protéger les logiciels s'appuyant sur les licences libres, telles que promues par la Linux Fondation
- **Appui au « Contract for the Web »**, ce « pacte » a été proposé en novembre 2018 par la *World Wide Web Foundation* (3WF) et présenté par son fondateur, Tim Berners-Lee. Il s'agit d'une liste de 9 engagements répartis entre gouvernements, entreprises et citoyens. Il a officiellement été présenté le 26 novembre à l'*Internet Governance Forum* de Berlin, auquel l'Ambassadeur a participé. Une version reajustée du Pacte est en cours d'élaboration. Parmi les principes énumérés, figure l'engagement, par les citoyens, de « se battre pour le Web » (« Fight for the Web »). A ce stade, la France n'a pas signé la version définitive du texte. En revanche, de nombreuses idées qui y sont développées correspondent aux positions françaises : inclusivité, mise du numérique au service des objectifs de développement durable, respect et applicabilité des droits de l'homme sur Internet, neutralité du Net. L'Ambassadeur a également participé au processus résultant qu'un des livrables du G7 se concentre sur ce projet.

| Actions menées pour défendre la vision française, garantir sa présence et renforcer ses contributions dans les différentes instances de gouvernance de l'Internet |   |            |                     |
|---|---|------------|---------------------|
| Sujet   | Action  | Lieu       | Date                |
| <b>Gouvernance des réseaux et de l'Internet</b>   | Participation au 64 <sup>ème</sup> forum de l'ICANN   | Kobe       | 9-14 mars 2019      |
|   | Participation à la conférence Réseau Internet & Juridiction   | Berlin     | 5 juin 2019         |
|   | Participation à la conférence internationale <i>RightsCon</i>   | Tunis      | 11-14 juin 2019     |
|   | Participation à l' <i>EU Internet Forum</i>   | Luxembourg | 7 octobre 2019      |
|   | <i>High Level group on Internet Governance (HLIG)</i>   | Bruxelles  | 9 octobre 2019      |
|   | Participation au 66 <sup>ème</sup> forum de l'ICANN   | Montréal   | 1-7 novembre 2019   |
|   | Participation au Forum sur la gouvernance de l'Internet 2019  | Berlin     | 25-29 novembre 2019 |
| <b>Défense de la souveraineté</b>   | Réunion « de haut niveau » sur la 5G  | Bruxelles  | 15 mars 2019        |
| <b>Coopérations Sur la gouvernance</b>  | Intervention : « quelles coopérations dans le domaine du numérique ? »  | Paris      | 3 mars 2019         |
|   | Intervention au Séminaire franco-chinois sur la gouvernance mondiale : les défis de la gouvernance numérique            | Paris      | 25 mars 2019        |
|   | Feuille de route France – Singapour   | Singapour  | 22 – 24 mai 2019    |
|   | Participation à la table ronde : « <i>Building together the infrastructure for a safe digital economy</i> »             | Israël     | 25 juin 2019        |
|   | Déplacement en Estonie : rencontre avec Mme Heli Tiirmaa-Klaar, Ambassadrice estonienne pour le numérique               | Tallin     | 21-23 juillet 2019  |
|   | Trilatérale FR-UK-DE – Londres  | Londres    | 16 septembre 2019   |
| <b>Neutralité du net</b>  | Intervention lors de la SG-FR <i>Roundtable</i> présidée par David Koh, Directeur de la CSA et des représentants du MCI | Singapour  | 2 octobre 2019      |
|   | Efforts en continu dans le cadre d'échanges bilatéraux et d'interventions   |            |                     |

|  |  |                        |
|--|--|------------------------|
| <b>Standards ouverts et interopérables</b> | Appel de Paris via la promotion du principe 4 « défendre la propriété intellectuelle » | En continu sur l'année |
|--|--|------------------------|

(ii) **Soutenir les positions françaises quant aux enjeux liés à la régulation du numérique.**

- Partie prenante au **dialogue stratégique que le Gouvernement mène avec le secteur privé.**
- Contributions à la défense et à la réflexion sur la **souveraineté économique et démocratique de la France.**

| Actions menées pour soutenir les positions françaises quant aux enjeux liés à la régulation du numérique |   |       |                |
|--|---|-------|----------------|
| Sujet  | Action  | Lieu  | Date           |
| <b>Echanges sur l'avenir du numérique</b>  | Participation au déjeuner Club : Renaissance numérique  | Paris | 21 mars 2019   |
|  | Participation à la conférence « sensibiliser les parties prenantes au rôle positif que peut avoir une « gouvernance » et une réglementation du numérique, notamment du point de vue des « pays du sud » | Paris | 28 mars 2019   |
| <b>Souveraineté numérique européenne</b>   | Audition, Commission des Affaires étrangères, Assemblée Nationale   | Paris | 8 avril 2019   |
|  | Audition, Commission d'enquête sur la souveraineté numérique, Sénat   | Paris | 16 mai 2019    |
|  | Intervention, diplomatie numérique de la France : « une autre voie »  | Paris | 17 mai 2019    |
|  | Intervention lors de la conférence des Ambassadeurs : « quel rôle pour la France dans le renforcement de la sécurité numérique ? »  | Paris | 28 août 2019   |
| <b>Bilatérales</b>   | Coopération France – Vietnam  | Hanoi | 4 octobre 2019 |

#### IV/ DIFFUSION DES IDEES ET PROMOTION DES POSITIONS FRANÇAISES

L'Ambassadeur pour le numérique a pour mission de promouvoir, auprès de nos partenaires internationaux et des acteurs publics et privés, les positions de la France sur les questions internationales relatives aux enjeux numériques. Pour ce faire, il traduit, fait connaître, et défend la diplomatie numérique française à l'international en s'appuyant sur différents formats d'expression et de partage.

##### (i) Interventions, conférences et auditions de l'Ambassadeur pour le numérique

Le tableau ci-dessous recense ses interventions aux événements jugés les plus importants.

| DATE       | LIEU          | NATURE   | THEME   |
|------------|---------------|--|---|
| 18/03/2019 | Paris         | Intervention   | CyberDinner :<br>Le big data Analytics au service de la cybersécurité   |
| 25/03/2019 | Paris         | Intervention au séminaire franco-chinois sur la gouvernance mondiale | Les défis de la gouvernance numérique : vers un monde numérique plus sûr, plus ouvert et plus équitable   |
| 28/03/2019 | Paris         | Table ronde  | Sensibiliser les parties prenantes au rôle positif que peut avoir une « gouvernance » et une réglementation du numérique, notamment du point de vue des pays du sud |
| 09/04/2019 | Sénat         | Audition   | Rapport sur l'Innovation et défense   |
| 16/04/2019 | San-Francisco | Intervention   | Conférence du <i>Stanford Global Digital Policy Incubator: « Regulation, National Strategies, and the Geopolitics of AI »</i>                                       |
| 23/04/2019 | Paris         | Table ronde  | Le rôle des femmes pour des algorithmes et une intelligence artificielle inclusifs  |
| 29/04/2019 | Paris         | Audition   | Lutte contre la manipulation de l'information   |
| 17/05/2019 | Paris         | Intervention diplomatique numérique de la France                     | Une autre voie  |
| 12/06/2019 | Tunis         | Table ronde  | Normes Cyber  |
| 12/06/2019 | Tunis         | Table ronde  | L'Appel de Paris  |
| 17/06/2019 | Bratislava    | Intervention   | « <i>Reflections on current international cyber/ICT security challenges: a government's view</i> »  |
| 18/06/2019 | Bratislava    | Intervention   | « <i>The Importance of Multi-Stakeholderism for Sustainable Cyber Security</i> »  |
| 19/06/2019 | Paris         | Table ronde  | Jusqu'où faut-il laisser décider l'IA ?   |
| 19/06/2019 | Paris         | Intervention   | Questions diverses sur le numérique   |
| 25/06/2019 | Israël        | Table ronde  | « <i>Building together the infrastructure for a safe digital economy</i> »  |
| 26/06/2019 | Israël        | Table ronde  | « <i>Keep your eyes on the ball</i> »   |
| 28/06/2019 | Bruxelles     | Table ronde  | <i>European Cybersecurity Competence Centres event</i>  |
| 03/07/2019 | Paris         | Audition   | La troisième voie numérique   |
| 09/07/2019 | Paris         | Intervention   | Workshop on Government Guidelines/<br>Principles for a Crisis Response Protocol   |
| 11/07/2019 | Paris         | Intervention   | Présenter l'état d'avancement du G2IA   |
| 22/07/2019 | Tallinn       | Intervention   | <i>Cyber Diplomacy Summer School</i>  |
| 28/08/2019 | Paris         | Intervention,  | Quel rôle pour la France dans le renforcement de la sécurité  |

|            |            | conférence des Ambassadeurs | numérique ?  |
|------------|------------|-----------------------------|--|
| 03/09/2019 | Paris      | Intervention                | Quelles coopérations dans le domaine du numérique ?                                      |
| 26/09/2019 | Paris      | Intervention                | Souveraineté numérique et cybersécurité  |
| 01/10/2019 | Singapour  | Intervention                | <i>Securing the Smart Digital Future</i>   |
| 02/10/2019 | Singapour  | Intervention                | SG-FR Roundtable présidée par David Koh, Directeur de la CSA et des représentants du MCI |
| 02/10/2019 | Singapour  | Intervention                | Rencontre avec les entreprises et startups françaises de la cyber (French Tech, FCCS...) |
| 07/10/2019 | Luxembourg | Intervention                | <i>EU Internet Forum - High Level Forum</i>  |
| 23/10/2019 | Paris      | Intervention                | <i>France is AI</i>  |
| 02/11/2019 | Montréal   | Intervention                | ICANN, <i>French Night</i> AFNIC   |
| 24/11/2019 | Berlin     | Intervention                | <i>MSC Cyber Security Summit</i>   |
| 25/11/2019 | Berlin     | Intervention                | <i>Digital Ministers Meeting</i>   |
| 25/11/2019 | Berlin     | Intervention                | <i>High-Level Policy Dialogue</i>  |
| 25/11/2019 | Berlin     | Intervention                | Rencontre avec députés allemands et société civile                                       |
| 26/11/2019 | Berlin     | Intervention                | Discussion GHN SGNU sur la coopération numérique mondiale                                |
| 13/12/2019 | Paris      | Intervention                | Besoin de créer une diplomatie commune   |

## (ii) Contributions écrites les plus saillantes

### a) L'Ambassadeur pour le numérique **partage également la vision et l'action de la France et du gouvernement français à travers des contributions écrites :**

- Tribune publiée dans la « Revue du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert »<sup>10</sup> : « *Renforcer le pouvoir de la société civile pour un meilleur contrôle des plateformes numériques* », 29 mai 2019

### b) **Des articles sont régulièrement publiés** sur la page site du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères consacrée à la diplomatie numérique de la France :

- « *Appel de Christchurch pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne* » (15.05.19)
- « *Déclaration conjointe de la France et du Danemark sur le numérique* » (09.10.19)<sup>11</sup> ;
- Présidence française du G7 – « *Initiative pour des normes dans le cyberspace : synthèse des enseignements tirés et des bonnes pratiques* » (26.11.19)<sup>12</sup> ;

<sup>10</sup> <https://www.opengovpartnership.org/fr/stories/empowering-civil-society-for-better-control-over-digital-platforms/>

<sup>11</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-numerique/actualites-et-evenements/article/declaration-conjointe-de-la-france-et-du-danemark-sur-le-numerique-09-10-19>

<sup>12</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-numerique/actualites-et-evenements/article/presidence-francaise-du-g7-initiative-pour-des-normes-dans-le-cyberspace>

**(iii) Interviews**

- a) Interview dans *Les Echos* : « La transformation de l'Etat doit surtout être organisationnelle et managériale »<sup>13</sup>, 22 juillet 2019 ;
- b) Article de *La Croix* : « Henri Verdier, pour un Web libre mais encadré »<sup>14</sup>, 29 septembre 2019

**(iv) Compte Twitter**

L'Ambassadeur pour le numérique dispose, depuis le mois d'avril 2019, d'un compte Twitter<sup>15</sup> @AmbNum. A cet effet, il y crée et partage régulièrement du contenu relatif à la diplomatie numérique de la France et aux actions menées dans l'exercice de ses fonctions.

- c) Le compte dispose actuellement de **2 557 abonnés actifs** (au regard de leur taux d'engagement).

---

<sup>13</sup><https://www.lesechos.fr/thema/transformation-services-publics/henri-verdier-la-transformation-de-letat-doit-surtout-etre-organisationnelle-et-manageriale-1039582>

<sup>14</sup><https://www.la-croix.com/Economie/France/Henri-Verdier-Web-libre-encadre-2019-09-24-1201049626>

<sup>15</sup><https://twitter.com/ambnum?lang=fr>

**VI/ SOUTIEN A LA CREATION D'UNE FILIERE DE DIPLOMATES NUMERIQUES**

Lors de son discours à la Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices, le 27 août 2019, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères a annoncé **la création d'une filière d'excellence de « talents » numériques.**

Celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une réflexion, qui avait déjà été initiée, sur la constitution d'un vivier de talents numériques pérenne et en mesure de répondre à la complexité des enjeux de diplomatie numérique. Cette dernière, portée notamment par l'Ambassadeur pour le numérique et les directions compétentes, tout particulièrement la Direction des Ressources Humaines, s'est concrétisée par :

- (i) **La création d'un réseau de « talents numériques » présents au sein du ministère,** qu'il s'agisse de diplomates, de spécialistes des systèmes d'information ou d'agents contractuels :
  - Celle-ci a permis d'identifier près d'une cinquantaine d'agents en administration centrale ;
  - **L'animation de cette « équipe numérique » est notamment effectuée par l'Ambassadeur pour le numérique.**
  
- (ii) **La création d'un réseau de « correspondants numériques » chargés de suivre ces enjeux dans nos postes et ainsi promouvoir la diplomatie numérique française, a également été effectuée :**
  - **Cent-huit correspondants ont ainsi été nommés.** Les profils des correspondants (numéro deux, correspondant affaires stratégiques, attaché économique, responsable de CRASIC, etc.) illustre notamment le caractère transversal et la variété des approches du numérique ;
  - Certains postes (RP ONU, Pretoria, Athènes...) ont par ailleurs décidé de mettre en place des « task-forces » interservices afin d'effectuer le suivi des sujets numériques.

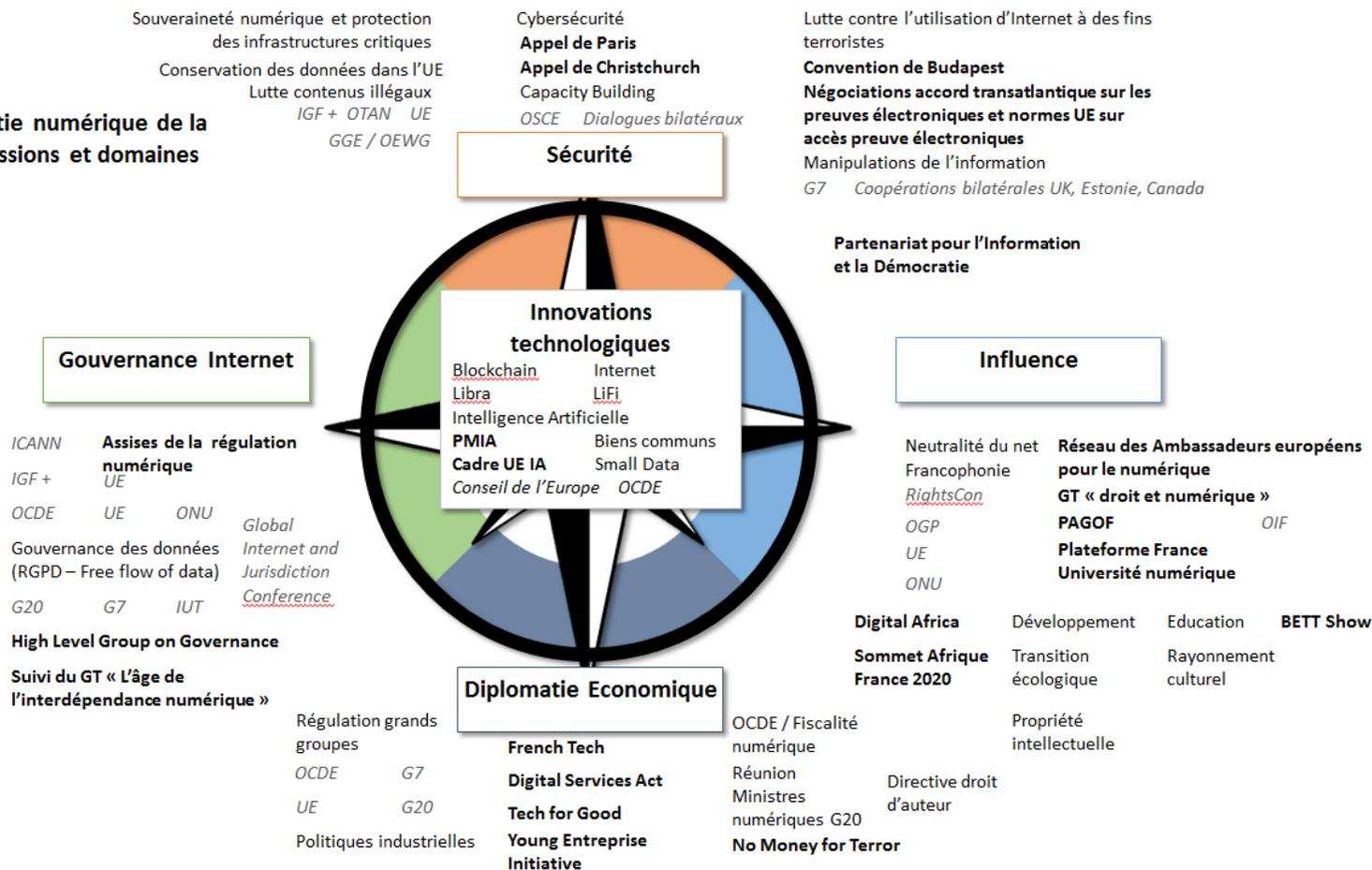
# ANNEXES

## I/ LA DIPLOMATIE NUMERIQUE DE LA FRANCE : MISSIONS ET DOMAINES D'ACTION

### La diplomatie numérique de la France : missions et domaines d'action

Légende

Enceinte / OI  
Objectifs  
Actions



## II / LES MISSIONS MENEES AU COURS DE L'ANNEE 2019

